

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Australie, Nouvelle-Zélande et Pacifique

Une publication du SER de Canberra

En collaboration avec l'ambassade de France en Nouvelle-Zélande

Semaine du 1 au 8 octobre 2026

À Retenir

- Australie : La Chine suspend ses exportations de carburants pour le mois d'octobre
- Nouvelle-Zélande : La demande des ménages néo-zélandais resterait sous pression jusqu'en 2027
- Pacifique : La Pacific Resilience Facility atteint 200 M USD de financements

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Australie

+14,4%

Hausse de la construction
de logement (en g.a.)

La construction de logements a atteint 52 200 mises en chantier au deuxième trimestre 2026, soit une hausse de 14,4 % en glissement annuel (g.a.). Cette progression est principalement portée par la construction de maisons individuelles, avec 31 700 mises en chantier, en hausse de 20,7 % en g.a. Cette reprise intervient dans un contexte de pénurie structurelle de logements, qui a contribué à la hausse des prix immobiliers. Parallèlement, les centres de données ont représenté environ 20 % de la valeur des mises en chantier de bâtiments non résidentiels sur l'année achevée en juin 2026, contre 9 % un an auparavant et 5 % deux ans auparavant. Selon Greg Jericho, chef économiste du think tank Australia Institute, cette expansion mobilise d'importants capitaux et des ressources qui pourraient autrement être consacrés à la construction de logements ou d'autres bâtiments non résidentiels. Le journal s'interroge ainsi sur les bénéfices économiques à long terme de ces investissements, qui pourraient mobiliser des ressources au détriment de la construction de logements et de locaux professionnels. [ABS](#), [The Guardian](#)

AUSTRALIE

La Chine suspend ses exportations de carburants pour le mois d'octobre

La suspension des exportations chinoises de carburants en octobre pourrait réduire l'offre disponible en Asie et faire augmenter les prix régionaux des produits raffinés. Pékin a suspendu, depuis début octobre jusqu'à nouvel ordre, les exportations de carburants vers les destinations situées en dehors de Hong Kong et Macao, afin de préserver l'approvisionnement domestique. PetroChina a notamment annulé plusieurs cargaisons d'essence et de kérosène prévues en octobre. Depuis 2026, l'Australie est le deuxième acheteur, derrière Singapour, de kérosène et de diesel chinois depuis le début de l'année. Selon le gouvernement australien, le pays dispose toutefois de 41 jours de stocks d'essence, de 28 jours de kérosène et 32 jours de diesel. [Reuters](#), [Reuters](#)

Le gouvernement envisage de nouvelles économies budgétaires face à la dégradation de l'environnement international

Le Trésorier, Jim Chalmers, a annoncé le 4 octobre préparer de nouvelles économies en vue de l'actualisation budgétaire de décembre. Il a souligné les pressions croissantes exercées par le conflit au Moyen-Orient, notamment à travers la hausse des prix du pétrole, sur l'inflation et la croissance. L'inflation a atteint 4,0 % en août, contre 3,5 % en juillet, tandis que la Banque de réserve d'Australie a relevé son taux directeur à 4,6 %, son plus haut niveau depuis 2011. Tout en écartant à ce stade un scénario de récession, Jim Chalmers a défendu le maintien des dépenses publiques essentielles, estimant qu'elles ne constituaient pas le principal moteur de l'inflation. [The Guardian](#)

La guerre au Moyen-Orient améliore la compétitivité des véhicules miniers électriques dans le Pilbara

Selon de nouvelles simulations, la flambée des prix du pétrole due à la guerre en Iran aurait, pour la première fois, rendu l'exploitation des camions miniers électriques moins coûteuse que celle des camions diesel dans la région du Pilbara, ce qui pourrait lever un obstacle majeur à une adoption plus rapide de cette technologie. Une étude menée par le cabinet de conseil en climat et énergie Cyan Ventures montre ainsi que la hausse des prix des carburants modifie sensiblement la rentabilité de l'électrification des activités minières. En septembre 2025, les coûts d'exploitation des camions diesel étaient inférieurs de 13 % à ceux des camions électriques à batterie, avec un prix du diesel d'environ 1,14 AUD par litre. En septembre 2026, la situation s'est inversée : les camions électriques présentent désormais des coûts d'exploitation inférieurs de 5 %, alors que le prix du diesel a atteint 1,91 AUD par litre, sous l'effet notamment des perturbations du trafic pétrolier dans le détroit d'Ormuz. Ces résultats ont conduit le gouvernement d'Australie-Occidentale à appeler les entreprises minières à accélérer leurs efforts de décarbonation, afin notamment de renforcer la sécurité énergétique de la région. Fortescue a également souligné la nécessité d'accélérer l'électrification des activités minières. [AFR](#)

NOUVELLE-ZELANDE

La demande des ménages néo-zélandais resterait sous pression jusqu'en 2027

La reprise économique néo-zélandaise devrait rester contrainte par la faiblesse de la demande des ménages jusqu'en 2027, selon les dernières prévisions de la banque ASB. La banque anticipe deux hausses supplémentaires de 25 points de base du taux directeur de la Banque de réserve de Nouvelle-Zélande d'ici la fin de l'année, qui atteindrait ainsi 3,25 %, afin de contenir les pressions inflationnistes liées notamment à la hausse des prix des carburants. L'économie a progressé de 0,2 % au deuxième trimestre, après une croissance de 0,9 % au premier trimestre, portée par les exportations et la construction. En revanche, la consommation des ménages a reculé au deuxième trimestre après six trimestres consécutifs de hausse. Le taux de chômage a atteint 5,6 %, son plus haut niveau depuis 11 ans, et ASB prévoit qu'il restera supérieur à 5 % jusqu'à fin 2027. La banque anticipe ainsi une croissance encore principalement tirée par la demande extérieure, avant une reprise progressive de la demande intérieure en 2027. [RNZ](#), [NZ Herald](#)

La Nouvelle-Zélande doit adapter son modèle économique à un nouvel environnement mondial, marqué par la rivalité sino-américaine

Selon Nairi Woods, professeure de gouvernance économique mondiale à l'Université d'Oxford, le modèle néo-zélandais fondé depuis 35 ans sur des marchés ouverts et une intervention limitée de l'État doit évoluer. La Nouvelle-Zélande pourrait subir les effets de deux chocs : un choc américain, lié à la remise en cause des alliances et à l'utilisation croissante du commerce comme instrument de politique économique, et un choc chinois, lié au poids croissant de la Chine dans l'industrie mondiale, celle-ci représentant environ 30 % de la production manufacturière mondiale. Face à ces évolutions, les choix de politique économique et commerciale devraient davantage intégrer les considérations géopolitiques. Selon elle, la Nouvelle-Zélande devrait diversifier ses relations commerciales et ses sources d'approvisionnement dans le secteur de la défense, tout en renforçant ses capacités industrielles. L'objectif serait de soutenir la compétitivité des entreprises nationales sans favoriser directement certains acteurs, pour que ceux-ci soient ensuite mieux préparés face à la concurrence mondiale. [RNZ](#)

Retrait de l'entreprise française Malteurop du marché néo-zélandais

Après avoir annoncé l'arrêt de ses activités en Nouvelle-Zélande en juillet 2026, Malteurop a vendu à Gladfield Malt Ltd son ancien site d'Ashburton (île du Sud). Malteurop, filiale de la coopérative française Vivescia et troisième opérateur mondial de la malterie, faisait face à plusieurs difficultés, notamment la baisse de la consommation d'alcool, la hausse des prix de l'énergie et les coûts du transport intérieur de marchandises. Selon les propriétaires de Gladfield Malt Ltd, cette acquisition visait à soutenir la production céréalière locale et l'industrie brassicole et à préserver un site chargé d'histoire. L'ensemble du personnel encore employé sur le site conservera son poste et rejoindra les effectifs de Gladfield. Malteurop

approvisionnait auparavant environ 70 % du marché néo-zélandais du malt. [The Press, Farmers Weekly](#)

Accélération de la coopération dans le secteur spatial entre la Nouvelle-Zélande et le Royaume Uni.

Le Royaume-Uni s'est engagé à mobiliser 840 000 £ (environ 2M NZD) pour soutenir la collaboration spatiale avec la Nouvelle-Zélande au cours des trois prochaines années, dont 320 000 £ (environ 750 00 NZD) seront consacrés à des projets de recherche conjoints en 2026-2027. La Nouvelle-Zélande y ajoutera jusqu'à 1 M NZD en 2026-2027 par le biais du Fonds Catalyst. Ces financements permettront de soutenir les premières initiatives conjointes et de poser les bases d'une coopération à plus long terme. Cette collaboration sera soutenue du côté britannique par le programme « Scaling the Space Economy: Smarter, Faster, Together ». Cette décision a été reçue comme une étape importante dans les relations spatiales entre les deux pays. [MBIE](#), [NZ Herald](#)

PACIFIQUE

La Pacific Resilience Facility atteint 200 M USD de financements

La Pacific Resilience Facility (PRF) a enregistré 15 M USD de nouveaux engagements financiers des Fidji, de l'Irlande, des Pays-Bas et du Danemark, portant le total des promesses de financement à près de 200 M USD, encore loin de l'objectif de 500 M USD d'ici la fin de la COP31. Créé et détenu par les Etats insulaires du Pacifique, ce fonds vise à financer des projets d'adaptation et de résilience climatique dans la région, qui rencontre des difficultés à accéder aux financements internationaux. Les nouveaux engagements portent les promesses de financement à un peu moins de 200 M USD, dont environ la moitié provient des Etats insulaires du Pacifique, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Le fonds vise à terme 1,5 Md USD. Entré dans sa phase opérationnelle en 2026, le fonds a engagé une première série de 14 projets pilotes communautaires, notamment la restauration de cultures de taro aux Palaos. A terme, le dispositif entend attirer des investisseurs privés et pourrait émettre des obligations sur les marchés internationaux. [Reuters](#)

Papouasie-Nouvelle-Guinée : les PME restent confrontées à des difficultés d'accès au financement et aux marchés

Dans une économie marquée par le poids des industries extractives et l'importance du secteur informel, les PME de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) demandent un meilleur accès aux marchés et aux dispositifs de soutien pour favoriser leur développement et la création d'emplois locaux. Plusieurs entrepreneurs locaux soulignent les obstacles à la croissance des entreprises locales. Dans le secteur des technologies de l'information et de la communication,

QRF Limited, qui emploie 20 personnes, indique notamment que les PME peinent à répondre aux exigences réglementaires et administratives nécessaires pour participer aux appels d'offres des grandes entreprises et du secteur public. L'accès au financement constitue également une contrainte, en particulier pour les activités nécessitant des investissements importants dans les infrastructures. Le gouvernement a mis en place un fonds de 200 M PGK destiné aux PME, mais une enquête a récemment été ouverte sur des soupçons de mauvaise gestion de ce dispositif.

[RNZ](#)

Papouasie-Nouvelle-Guinée : Le FMI finalise la 7e revue de ses programmes de financement

Le 6 octobre, le FMI a annoncé un accord avec les autorités dans le cadre la 7e revue des programmes de facilité élargie de crédit (FEC) et de mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que de la 4e revue de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). L'approbation de ces revues par le conseil d'administration du FMI permettrait le versement de 189 M USD. Le Fonds anticipe un ralentissement de la croissance à 3,1 % en 2026, après 6,2 % en 2025, en raison de la stagnation de la production de GNL, des effets d'El Niño et des répercussions du conflit au Moyen-Orient. L'inflation atteindrait 4,8 %. Le FMI juge la mise en œuvre des réformes globalement satisfaisante, malgré un dépassement temporaire de l'objectif de déficit budgétaire, lié notamment à des dépenses imprévues et à des retards dans le versement des dividendes des entreprises publiques. Il souligne les progrès réalisés dans la résorption des pénuries de devises, tout en appelant à poursuivre la consolidation budgétaire, le renforcement de la gouvernance et la lutte contre le blanchiment de capitaux. Les programmes actuels prendront fin en décembre 2026 et les autorités n'envisageront la demande d'un éventuel nouveau programme qu'après les élections générales de 2027. Dans l'intervalle, le FMI poursuivra son suivi économique et son assistance technique. [FMI](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025			
Australie	27,8 (T4 2025)	1 840	66 352	2,0	1,9	1,7	-2,6	51,0	4,5 (Juillet-26)	4,35 (Août-26)	3,5 (Juillet-26)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T4 2025)	259	48 621	-0,6	0,2	2,2	-3,7	54,7	5,6 (Août-26)	2,75 (Sept-26)	4,1 (Juin-26)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dette publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2025	2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025	2025	2025
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,8	32,5	2 538	5,6	3,8	3,8	14,7	52,1	160	4,0
Fidji	0,9	6,0	6 544	3,2	2,4	2,7	-9,5	78,7	111	-1,4
Îles Salomon	0,8	1,7	2 171	2,7	2,8	2,9	-1,0	28,7	156	3,4
Vanuatu	0,3	1,3	3 826	3,1	3,5	3,2	-10,4	40,9	146	1,7
Samoa	0,2	1,3	6 114	4,2	3,2	2,8	5,7	21,2	122	1,9
Kiribati	0,1	0,4	2 756	4,3	3,1	2,4	-18,8	8,0	140	6,5
Tonga	0,1	0,7	6 869	2,1	2,7	1,3	-5,3	27,4	92	3,2
Micronésie	0,1	0,5	5 263	1,1	0,7	1,1	3,8	8,9	149	3,2
Îles Marshall	0,04	0,3	8 158	2,5	3,7	2,0	9,1	11,8	108	5,5
Palaos	0,02	0,4	19 444	6,3	3,3	2,8	-19,0	62,3	84	0,3
Nauru	0,01	0,2	15 000	2,2	2,1	2,0	2,7	14,6	124	6,1
Tuvalu	0,01	0,1	6 000	2,2	2,5	2,4	29,9	3,6	129	2,0

Sources: FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Événements à venir			
Melbourne	14 octobre	Rethinking public transport productivity	FACCI
Sydney	16 octobre	Sustainability Forum	FACCI
Sydney	26 octobre	Symposium FACET	FACET
Sydney	27 au 29 octobre	IMARC, avec déplacement du DIAMMS	Participation au salon IMARC à Sydney (27-29 octobre 2026), avec déplacement de Benjamin Gallezot, délégué interministériel aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques (DIAMMS), à l'occasion de l'événement.
Brisbane	29 octobre	Aerospace, Defence and Aviation panel event: Identifying Opportunities for SMEs	FACCI
Auckland	3 novembre	Sustainability Forum 2026	FNZCCI
Sydney	4 au 5 novembre	Sommet PTAANZ, avec RATP, Île-de-France et Société des Grands Projets	PTAANZ

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici](#).

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)